

Mémoire, histoire et propagande. Retours sur la guerre civile

Florence BELMONTE

Résumé

Dans les années 1990, la guerre civile a resurgi dans le débat public espagnol. Cet article fait le point sur les récits et les représentations de cet événement traumatique – les étapes de construction de la mémoire. Il aborde la question de la mythification dont il a été l'objet ainsi que la vigueur des interprétations plurielles qui, à la faveur d'une réflexion sur l'œuvre politique de la Transition, ont aussi fait leur réapparition dans la vie politique et culturelle des Espagnols. Le monde politique s'est vu poussé par la société civile à des prises de position et des engagements jusqu'alors étudiés qui ont conduit à la publication de la Loi sur la mémoire historique en 2006, une mesure d'apaisement qui n'a cependant pas clos le débat.

Mots-clés: Mémoire, Guerre civile, Franquisme, Révisionnisme, Pacte de l'oubli, Propagande.

Abstract

In the 1990's, the civil war rose again in the Spanish public debate. This article takes stock of relations and images of this traumatic event – the stages of collective memory building. It approaches the issue of how it became a myth as well as the liveliness of the divergent interpretations which, by means of political work of the Transition, also reappeared in the political and cultural life of the Spanish. The citizenry egged the political world on to adopt definite positions and commitments they had dodged till then and made the Law on Historical Memory issued in 2006, a soothing measure which however didn't bring the debate to an end.

Keywords: Memory, Civil War, Franquism, Revisionism, Pact of Forgetting, Propaganda.

Le 22 novembre 1975, l'Espagne entre dans une nouvelle étape historique, le prince Juan Carlos est proclamé roi d'Espagne. Il n'a pas quarante ans et arrive, comme l'ont voulu les organisateurs de cette cérémonie, dans la Rolls de l'ancien dictateur. Le lendemain, jour de l'enterrement de Francisco Franco au *Valle de los Caídos*, la télévision a reçu l'ordre de ne pas souligner les bras qui se tendent en direction des chants fascistes et personne n'est autorisé à dire que la construction de ce sanctuaire a coûté la vie à des centaines de prisonniers Républicains. Il n'est pas fondé non plus, d'ailleurs, de dire que ce pesant sanctuaire est dédié à la mémoire des morts de la guerre civile : les morts Républicains n'ont pas droit à reconnaissance et leurs héritiers sont lésés d'une mémoire collective. La tâche du nouveau roi est complexe : héritier légitime de la couronne d'Espagne, il n'en a pas moins été placé sur le trône par

l'ancien dictateur qui l'a préféré à son père don Juan, un opposant de longue date. Une mission de grande envergure repose sur les épaules de Juan Carlos I^{er} d'Espagne qui doit, après une guerre civile et presque quarante ans de dictature, construire le régime démocratique que la majorité des Espagnols appellent de leurs vœux car ils le savent indispensable à la modernisation définitive des structures politiques et économiques du pays. Si l'héritage est de toute évidence lourd, l'Espagne de l'après Franco, en prenant immédiatement en compte la pluralité des sensibilités politiques qui composent le pays, réussit une transition considérée sur le plan international comme un modèle politique. Mais en tournant le dos à son passé politique récent, la classe politique a créé une situation humaine complexe : une part de la société est implicitement invitée à n'exprimer ni ses multiples souffrances ni l'incontournable sentiment d'injustice qui leur était attaché, l'autre se voit dédouanée de toute autocritique. En un sens, en évitant d'aborder la question des responsabilités de la guerre civile et de l'instauration ainsi que du maintien de la dictature, en estimant que cette réflexion n'était ni majoritairement souhaitée ni souhaitable, l'action politique de la Transition prolonge un des aspects de la bipolarité ancestrale de l'Espagne, laisse perdurer blessures et rancœurs chez les uns et conforte les autres dans leurs positions, voire leur arrogance sociale. L'heureuse issue donc de la transformation politique de l'Espagne de la Transition est assombrie par l'existence d'un contentieux humain que des Espagnols chaque jour plus nombreux à s'exprimer, hantés par un questionnement sur la cruauté de la guerre, sur le nombre de morts, sur la chape de silence qui les a entourés, souhaitent apurer.

Récits et représentations: les étapes de construction de la mémoire

À l'image de tout bouleversement politique tragique, la guerre civile espagnole est accompagnée d'un foisonnement d'analyses et d'interprétations souvent contradictoires. À chaud, les deux camps adverses se rejoignirent dans une représentation simpliste, dualiste et manichéenne de l'affrontement qui trouvait sa légitimation dans le mythe, réactivé par les circonstances, de l'existence de deux Espagnes. Pour les auteurs du coup d'État, il y avait l'Espagne et l'Anti-Espagne, la civilisation chrétienne et la barbarie, l'Espagne au service de Dieu agressée par le communisme international dont Moscou tirait les ficelles. Les Républicains de leur côté faisaient du combat une lecture politique et idéologique dans laquelle ils voyaient le peuple en lutte contre la classe des privilégiés (réactionnaires, monarchistes et fascistes) et leurs alliés étrangers, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Ces visions dualistes et épiques des événements, qui ont retardé le moment de l'analyse critique, devaient connaître des développements ultérieurs dans le domaine historiographique tout comme

dans les discours politiques et les représentations construites par les deux camps et par une part de leurs héritiers. En effet, l'Unification, la douloureuse réalité de la victoire des rebelles à la République et la longévité d'un régime qui, après avoir usé de la force, avait choisi de se consolider par la répression, l'épuration et la censure, ouvrirent une voie royale à l'épanouissement du mythe de la Croisade conduite par l'homme d'exception, providentiel, inaccessible au doute. Du côté républicain, les dissensions politiques internes survenues pendant la guerre et l'atomisation géographique conséquence de la défaite, de la répression et de l'exil furent des conditions contraaires à la construction d'une interprétation unitaire de la guerre et qui pût prendre ses distances avec celle d'un combat antifasciste. Après cette période de construction des récits fondateurs, chaque inflexion ou césure politique a procédé à ses réinterprétations, à ses réécritures tantôt scientifiques, tantôt émotionnelles.

Dans les années 1960, avec les changements économiques et sociologiques que connaît le pays, un nouveau schéma interprétatif voit le jour. La dictature consent peu à peu à l'abandon de la rhétorique épique et à tolérer une interprétation qui avait vu le jour dans des secteurs de son opposition. Il faut dire que le régime avait dû faire face en tout premier lieu dans le milieu des années quarante à l'analyse politique de certains phalangistes qui s'étaient progressivement détournés du soutien originel qu'ils avaient apporté au *Mouvement*. Plus tard, dans les années 1950, était venue la réflexion morale des milieux démocrates chrétiens qui interrogeaient l'Église catholique sur son implication aux côtés d'un régime autoritaire et sur ses responsabilités dans la réaffirmation de pratiques d'injustice sociale antérieures aux années 1930. En prenant leurs distances à l'égard du régime, phalangistes et démocrates-chrétiens se rapprochaient des secteurs marxistes, du Parti communiste clandestin qui, lui, avait fait en 1956 la proposition d'une réconciliation nationale pacifique, après avoir de son côté constaté que la violence, mode d'action des guérillas après la guerre, n'était pas opérationnelle. À la même période, le Parti socialiste parlait d'une tuerie fratricide inutile. Enfin, l'arrivée à l'âge adulte d'une génération née après la guerre et qui avait déjà fait le constat de la responsabilité des différentes familles politiques du régime, de celle, morale, de l'Église et de celle encore des dissensions politiques internes au camp républicain, avait aussi contribué à faire évoluer certains substrats d'opposition qui se redéfinissaient entre autres par l'adoption progressive d'un discours de réconciliation. Dès lors, on vit s'affirmer un nouveau récit de la guerre qui refusait la représentation de l'Espagne caricaturalement divisée entre vainqueurs et vaincus sans toutefois exclure le schéma des deux Espagnes. Conviction ou pragmatisme, les secteurs de l'opposition firent désormais la lecture d'une folie, d'une tragédie collective, honteuse pour tous, dont il fallait effacer le souvenir

dans la perspective de la construction d'un avenir démocratique commun. En effet, la démarche qui consistait à assumer une faute collective en excluant l'évaluation de la gravité de la culpabilité de chacun, apparut alors comme étant le prix à payer pour que s'éteignent ou, à défaut, se taisent haine et désir de vengeance. Cette démarche tacite, marquée du sceau des valeurs chrétiennes que sont le repentir et le rachat, que l'on exigeait donc de tous, impliquait un acte d'oubli volontaire. L'amnésie admise par chacun devait engendrer le pardon mutuel qui, à son tour, devait conduire à l'amnistie de tous les vaincus que la dictature avait condamnés. En retour et par anticipation, tous les vainqueurs aussi devaient se voir absoudre d'avoir soutenu un régime injuste.

C'est dans cette leçon morale et dans les transformations économiques et sociologiques de l'Espagne des années 1960 que, semble-t-il, prend ses racines le pragmatisme de la Transition. Elle rénove alors et prolonge le mythe de la tragédie collective par un slogan simplificateur mais en son temps utile qui du fait de sa commodité n'a cessé de resurgir depuis à chaque tragédie politique que traversent les sociétés occidentales. Mais le cri, *Plus jamais ça*, globalisant, que l'on jette dans un élan du cœur contient le risque de paralyser l'acte d'analyse rationnelle des situations.

Le pacte de l'oubli

Le franquisme, on le sait, n'a pas été renversé, il est institutionnellement mort de la mort du dictateur. Le général Franco qui avait disparu avec la conviction que *tout était bel et bien ficelé* pour garantir la continuité de son régime politique laissait en fait en 1975 un lourd héritage de difficultés à surmonter. L'objectif des hommes politiques qui lui succédaient, la construction démocratique, était un défi qui devait les conduire à aborder des dossiers urgents, parfois brûlants, et délicats : le changement de nature du régime et la réforme des institutions, la crise économique, la prise en compte des nationalismes, le rôle des forces armées, la nature des relations entre l'Église catholique et l'État, tout comme le positionnement de l'Espagne sur la scène internationale. La tâche était d'autant plus complexe à accomplir que la classe politique était alors essentiellement composée de membres de l'élite franquiste qui craignaient de heurter les sensibilités dans leur propre camp et se trouvaient dans l'obligation, dans leur désir de rester au pouvoir malgré le changement de système politique, d'associer les adversaires d'hier dans un projet de société commun. Les vaincus qui avaient subi quarante ans de répression franquiste avaient attendu de ce nouvel État la reconnaissance de leurs souffrances. Ils voient alors les priorités politiques du moment l'emporter sur le souhait d'une réparation apportée aux injustices dont ils avaient été les victimes et ils se plient : pas de procès pour juger les anciens bourreaux, pas de remise en cause

du système politique que l'on s'empresse pourtant de démanteler, pas de reconnaissance, de réparation, encore moins. La rupture institutionnelle avec la légalité franquiste n'a pas lieu et ni la loi d'amnistie de 1977 ni le texte de la Constitution de 1978 n'apportent de réponse à leurs attentes. La démocratie espagnole est bien le fruit d'un travail de consensus entre vainqueurs et vaincus dont le prix à payer était l'oubli de quarante ans d'histoire, une amnésie sur commande en quelque sorte. On devait par la suite parler d'un *Pacte de l'oubli*.

Dans les années 1980, en effet, dans la continuité de la parution du roman *Luna de Lobos* de Julio Llamazares, en 1985, l'Espagne avait assisté à la floraison d'une littérature de la mémoire qui visait en partie à la récupération de celle des vaincus de la guerre civile, de la seconde guerre mondiale et, curieusement, de la Transition. Pour les résistants anti-franquistes, en effet, qui avaient lutté contre la dictature jusqu'aux derniers jours du régime, le prix de la Transition s'élevait à celui d'un consensus des forces politiques et sociales espagnoles qui sacrifiait à un *Pacte de l'oubli*, formule lancée alors par l'intellectuel Manuel Vazquez Montalban.

Une fois atteint l'objectif initial des premiers gouvernements de la Transition, une fois, donc, la démocratie consolidée, lorsqu'arrivent les années 1990, la part de société espagnole qui a admis un temps de faire table rase du passé réalise que si elle ne demande pas réparation, elle n'obtiendra jamais justice. Si, en 1975, les plaies étaient trop vives et le fossé trop grand qui séparait *Les deux Espagnes*, les petits-enfants de la génération de la guerre civile, – en mesure certainement de porter un regard en partie dédramatisé sur les événements, de prendre un peu de distance –, demandent désormais à être éclairés sur le passé de leurs grands-parents qu'ils craignent de voir disparaître murés dans leur silence. Et voici que resurgit le *Pacte de l'oubli* qui depuis ne cesse depuis lors de hanter le débat de société.

Un article, « Comment en finir une bonne fois pour toutes avec le franquisme ¹ », que l'on peut juger emblématique de ces échanges a donné lieu à commentaires et controverses. Il est signé par le romancier Javier Cercas dont l'ouvrage *Soldados de Salamina* avait été l'un des déclencheurs du débat collectif et permet d'en apprécier la teneur. En novembre 2005, à l'occasion de la célébration du trentième anniversaire de la mort du général Franco, Javier Cercas revient sur ce qu'il considère être le mythe du *Pacte de l'oubli* pendant la Transition et en rejette la représentation, un cliché, à ses yeux, dont la dimension romanesque et théâtrale souligne toute l'ampleur fictionnelle de ce mythe. Pour lui, le phénomène transitionnel a exigé la simple mise à l'écart du travail de mémoire, « un acte sensé de celui qui cherche le consensus lors d'une négociation, [...] le franquisme n'a pas été plongé dans l'oubli, on l'a écarté des débats, [...]

1. Javier CERCAS, « Cómo acabar de una vez por todas con el franquismo », *El País*, 29 novembre 2005.

un acte nécessaire, [...] un acte inévitable». Prévenant les inévitables critiques prêtes à surgir d'une partie du camp des vaincus, déçue par la lenteur du processus de reconnaissance et de condamnation officielle des vainqueurs, il interroge. Qui exprime une réelle critique de la Transition? Pas grand monde, pas même, à son sens, les petits-enfants des vaincus qui sont pourtant ceux qui réclament le plus haut que la vérité soit faite sur le franquisme. Son ton qui se veut apaisant vient opposer aux critiques la gratitude des citoyens conscients du contexte historique et humain du processus transitionnel.

Nous n'ignorons pas, dit-il, l'incroyable effort d'équilibrage des forces et les renoncements douloureux qui, grâce à un courage admirable, dans bien des cas, a rendu possible que les acteurs et les fils des acteurs nous conduisent du franquisme à la démocratie sans traumatisme insurmontable.

Ses conclusions ne sont en fait pas étrangères à un certain idéalisme, peut-être une naïveté feinte, surtout lorsqu'il fait le souhait que la démocratie apporte enfin une réparation morale, juridique et économique aux victimes de la guerre et à tous ceux qui ont été persécutés par la dictature, réparation qui permettrait à son sens que «le franquisme soit définitivement confiné à la honteuse place qui lui revient». Cet idéalisme n'échappe pas non plus, un mois plus tard, aux remarques de l'historien Julian Casanova, autre voix très présente dans le débat, les historiens, c'est certain, pouvant difficilement faire abstraction des résultats de la recherche scientifique, en l'occurrence de l'estimation de 140 000 personnes emportées par la justice sommaire des insurgés entre 1936 et 1950². Julián Casanova s'interroge³ donc sur «l'enterrement» du franquisme que certains auteurs d'articles ont, lui semble-t-il, hâtivement pronostiqué à l'occasion du trentième anniversaire de la mort du dictateur. Il rappelle entre autres à cet effet que d'anciens ministres du général Franco, comme Manuel Fraga, éloignent la perspective *d'en finir une bonne fois pour toutes avec le franquisme* dans la mesure où ils sont encore présents pour ressusciter inlassablement le mythe d'un franquisme qui aurait été un processus politique rationnel, aurait apporté paix et prospérité à l'Espagne et l'aurait mise sur les rails de la démocratie. Son appréciation concrète de la situation politique, de la souffrance des Républicains et des contradictions que tolère la démocratie espagnole, rejoint en partie celle de leurs familles, touchées de plein fouet, qui s'irritent des résistances qu'elles rencontrent dans le travail de récupération de la mémoire qu'elles conduisent depuis quelques années.

2. JULIÁ SANTOS (coord.), CASANOVA Julián et al., *Victimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, «Historia», 2004, p. 411.

3. CASANOVA Julián, «¿Adiós al franquismo?», *El País*, 20 décembre 2005.

La récupération de la mémoire

La fin du xx^e siècle marque un tournant dans le processus de la reconstruction de la mémoire historique. Les productions littéraires et cinématographiques qui ressuscitent les contextes de la guerre civile et des années du franquisme explosent. Une véritable vague de témoignages et de mémoires émanant des deux camps s'abat littéralement sur la vie culturelle des Espagnols. En parallèle, une partie de la société civile espagnole se pose la question fondamentale et concrète de savoir si un pays démocratique peut humainement permettre que les dépouilles mortelles de milliers de personnes victimes d'exécutions sommaires pendant la guerre civile et les premières années de la dictature gisent enterrées au bord des chemins. Les vétérans des vaincus de la guerre civile et leurs descendants sont avides de rompre le silence, de savoir et de faire savoir. Depuis une douzaine d'années, en effet, après qu'en 1995 le *PSOE* encore au pouvoir a décidé d'accorder la nationalité espagnole aux survivants des Brigades internationales, la demande d'un réexamen du récit de la guerre civile a surgi du sein de la société. Ce souhait semble avoir été exacerbé par l'attitude hostile des dirigeants du *Partido Popular*. Arrivé au pouvoir en 1996, celui-ci, en effet, a immédiatement manifesté des réticences certaines et réitérées à le satisfaire⁴. Une histoire de la guerre civile dont les vaincus étaient pour la première fois le centre d'intérêt est alors apparue lors des affrontements entre l'opposition parlementaire et le *Partido Popular*.

Les activités des associations citoyennes⁵ n'ont pas été étrangères, loin s'en faut, à cette évolution d'un débat politique en partie né de leurs revendications. Ce sont elles en effet qui, à la suite des associations d'anciens combattants et d'anciens prisonniers politiques qui s'étaient auparavant constituées dans la mouvance du *PSUC* et du *PCE*, ont attiré l'attention des pouvoirs publics, ont lancé des appels à l'ensemble de la société afin de ne pas laisser disparaître les derniers survivants de la guerre civile sans avoir recueilli leur témoignage, sans avoir satisfait le besoin de reconnaissance de leur histoire, sans avoir entendu et fait entendre leur vérité. Au-delà du respect que ces associations réclamaient pour la mémoire des vaincus/victimes de la dictature, on a pu observer qu'elles s'insurgeaient aussi au nom de leurs héritiers, habités par les pesants non-dits

4. 1996 : absence des plus hautes autorités gouvernementales lors de l'hommage rendu aux anciens combattants Brigades internationales. 1999 : le *Partido Popular* refuse de signer une proposition qui condamnait explicitement « le coup d'État militaire fasciste contre la légalité républicaine ». 2001 : proposition « *no de ley* » pour la révision des sentences, la réhabilitation des victimes des exécutions franquistes et des guérilleros antifranquistes, l'aide économique accordée aux exilés, la réparation morale et économique des victimes. 2002 : même attitude sur la question de l'ouverture des tombes sauvages et anonymes des Républicains fusillés dans les premiers temps de l'épuration. 2003 : absence du *Partido Popular* lors de l'hommage rendu par le Congrès des députés aux victimes du franquisme.

5. 1995 : *Asociación de Amigos de las Brigadas Internacionales (AABI)*; 1997 : scission de l'AABI, naissance de *Archivo, Guerra y Exilio (AGE)*, la *Asociación para la creación del Archivo de la Guerra Civil*, les *Brigadas Internacionales*, *Los Niños de la Guerra*, la *Resistencia* et *el Exilio Español*. 2000 : *Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica*. 2003 : *Foro por la memoria*.

historiques qu'ont été les pratiques de corruption et de répression sous le franquisme.

Plusieurs associations de citoyens militent actuellement dans le secteur du mouvement pour la récupération de la mémoire, en particulier les groupes *Foro por la Memoria* et *La Asociación Para la Recuperación de la Memoria* (ARMH). Cette dernière, fondée par Emilio Silva et Santiago Macías, n'est pas la première association à s'intéresser à la question des lieux d'enterrement des victimes des exécutions sommaires du franquisme et à leur exhumation mais l'impact médiatique de l'ouverture de la fosse de Priaranza del Bierzo a été si fort qu'il a en partie éclipsé le travail d'autres associations qui lui sont antérieures. D'autres, animées des mêmes préoccupations, sont nées à sa suite sans toujours partager ses méthodes ou son idéologie mais la ARMH du fait de la médiatisation de son action a largement contribué à l'extension de l'intérêt pour un réexamen du passé historique.

En effet, l'ouvrage *Las fosas de Franco. Los republicanos que el dictador dejó en las cunetas*⁶ – de deux personnalités qui pratiquent le journalisme, Emilio Silva et Santiago Macías – dont trente mille exemplaires avaient été vendus un an après sa parution, livre les fruits d'un travail d'enquête sur les fosses communes de la guerre civile. L'Histoire y est racontée depuis deux démarches distinctes. Les titres internes retenus par les deux auteurs témoignent d'un clair engagement dans une action de type militant : « Chronique d'une réparation » et « Les fosses de la mémoire ». Emilio Silva fait le récit de l'histoire de son grand-père fusillé et enterré à la croisée de chemins de campagne, avec douze autres habitants de son village, Priaranza del Bierzo, dans la province de Léon. Il s'agit d'une chronique dans laquelle il raconte comment, parti en quête de la fosse dans laquelle son grand-père avait été enseveli en secret par des membres de la Phalange, il prend rapidement conscience que la portée de sa recherche va bien au-delà de la réparation de la dette que le franquisme avait contractée envers les siens. Son désir de compréhension d'un épisode tragique de son Histoire familiale l'amène, dès ses premières démarches, à saisir qu'il a rencontré l'Histoire collective. De son côté, Santiago Macías rapporte les résultats d'une enquête qui l'a conduit à se pencher sur les lieux de l'horreur, dix-huit cas de fosses communes repérées sur l'ensemble du territoire espagnol.

À la date où Emilio Silva avait entrepris ses recherches, déjà des familles de Républicains décédés dans les mêmes circonstances avaient procédé à des transferts de corps mais pour des cas particuliers et en nombre extrêmement réduit et, bien sûr, s'il y avait certitude sur le lieu d'inhumation et l'identité du défunt. Ces exhumations avaient pu se passer dans la

6. SILVA Emilio, MACIAS Santiago, *Las fosas de Franco, los republicanos que el dictador dejó en las cunetas*, Madrid, Temas de Hoy, «Historia viva», 2003.

clandestinité ou, après la mort de Franco, avec l'assentiment d'un maire. Toujours avec l'assentiment de certains maires, il avait été permis de placer les noms des défunts sur des tombes maintenues volontairement anonymes par les autorités de la dictature ou sur des fosses communes situées dans des cimetières mais pour lesquelles le franquisme avait toujours interdit qu'elles soient honorées. Ce qui explique le retentissement de la démarche d'Emilio Silva c'est qu'elle a trouvé un double écho : elle a rouvert des milliers de blessures en sommeil aux quatre coins de l'Espagne en même temps qu'elle a donné une ampleur nationale puis internationale à une conquête politique et historique conduite par un mouvement issu de la société civile. En fait, son désir d'ordre personnel l'a placé face à un processus qui ne pouvait trouver d'aboutissement que dans une dimension collective et officielle. Étaient en effet nécessairement impliqués en tout premier lieu les familles des autres défunts mais aussi des services appelant à différentes spécialités : archéologie, anthropologie, médecine légale, ce qui a conduit obligatoirement à engager une action auprès des représentants des pouvoirs publics. Dans ce domaine, à la différence, à nouveau, des générations qui l'ont précédé, Emilio Silva était mieux armé pour entreprendre un combat de cette envergure. Il était protégé par un contexte démocratique qui a permis, malgré toutes les difficultés rencontrées, que s'exprime un souhait longtemps maintenu dans le cercle des familles. Et, lorsque Emilio Silva est parvenu à retrouver la fosse recherchée et que, le 27 octobre 2000, une équipe d'archéologues spécialisée dans l'exhumation des corps a mis au jour des ossements humains, la réaction des familles de disparus ne s'est pas fait attendre. Emilio Silva synthétise :

J'ai parfois l'impression que tout était prêt. Le déroulement des choses à partir de ce moment et les personnes qui se sont impliquées dans cette démarche semblaient attendre une aiguille, un fil qui les réunisse tous afin de restituer la dignité et de reconstruire la mémoire de ces hommes qui avaient construit notre première démocratie⁷.

En effet, en saisissant le moment où une partie de la société admettait de libérer les vérités tenues secrètes, les associations citoyennes engagées dans la récupération de la mémoire historique ont permis et permettent que s'accomplisse un rite funéraire indispensable à toute société humaine. Elles ont suscité dans les esprits, à soixante ans d'écart, une réaction qui allait au-delà de l'émotion, le désir de voir ressurgir sur le plan symbolique mais aussi de façon très concrète le contentieux historique de la guerre civile, ce qui n'était pas du goût de tous.

7. SILVA Emilio, *Las fosas de Franco...*, op. cit. : « *A veces tengo la sensación de que todo estaba preparado. La forma en que ocurrieron los hechos a partir de ese momento y las personas que se han implicado en este proceso parecían estar esperando una aguja que los bilvanase a todos para reconstruir la dignidad y la memoria de aquellos bombres que habían construido nuestra primera democracia.* »

Mémoire et Histoire, un front contre la propagande

La fin du xx^e siècle, on l'a vu, est un tournant dans l'histoire des représentations de la guerre civile. À l'explosion d'œuvres littéraires et cinématographiques constatée dans les années 1990 vient s'ajouter une nouvelle vague de témoignages et de mémoires émanant des deux camps politiques qui se repositionnent. Mémoire « rouge » et mémoire « bleue » semblent s'affronter sur le terrain éditorial, tandis que les professionnels de l'Histoire peinent à faire entendre et admettre les résultats de la recherche historiographique, car si les vaincus et leurs héritiers peuvent enfin faire entendre leur voix, certains alliés des vainqueurs s'accrochent à leur version de l'Histoire. Un véritable combat mémoriel s'est emparé de l'Espagne. Le phénomène est loin d'être anecdotique et découle d'une situation politique donnée. En effet, on remarque que la période de plus grand développement de l'affrontement des mémoires coïncide avec la seconde législature du *Partido Popular* (2000-2004) et vise de toute évidence à contrecarrer les effets néfastes pour lui des actions menées dans le domaine de la récupération de la mémoire historique. Ce qui pourrait apparaître comme un débat de société découle en réalité d'une politique, d'une tactique de propagande orchestrée depuis le camp des héritiers politiques du franquisme à une période, l'année 2000, où le *PSOE*, son opposant immédiat, qui était resté jusqu'alors en marge du mouvement de récupération de la mémoire, s'en rapproche. L'objectif est simple, il s'agit de détourner la population espagnole de l'évidence que la droite au pouvoir est l'héritière de celle, criminelle, qui s'est rendue responsable/coupable du coup d'état du 18 juillet 1936, de la guerre civile, de l'instauration et du maintien de la dictature. À cet effet, il faut purifier la mémoire de la droite et empoisonner celle de ses adversaires politiques⁸. Mais si les membres du *PSOE* dont l'attitude alors n'est pas non plus dénuée d'opportunisme politique, s'impliquent dans cette action principalement par une participation à des manifestations culturelles et des cérémonies d'hommage, le *Partido Popular* puise ses « munitions » dans le camp des révisionnistes, José María Aznar n'hésitant pas à déclarer au constat du succès enregistré par Pío Moa avec la publication de son ouvrage pseudo historique, *Los Mitos de la Guerra civil*⁹, qu'il en ferait sa lecture d'été.

Le succès, en particulier, de l'écrivain de best-seller Pío Moa qui veut incarner « la vérité historique » intéresse pour ce qu'il révèle du tissu idéologique de la société espagnole et des stratégies politiques de la droite espagnole actuelle, d'autant qu'il s'accompagne de celui enregistré par des séries télévisées que l'on peut à juste titre qualifier de néo franquistes comme la célèbre *Cuéntame lo que pasó* et ses records d'audimat.

8. ESPINOSA MAESTRE Francisco, *El fenómeno revisionista o los fantasmas de la derecha española*, Badajoz, Del Oeste ed., 2005.

9. MOA Pío, *Los Mitos de la Guerra Civil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2003.

Cet auteur se présente comme historien et comme journaliste, titre que les professionnels de ces domaines ne lui reconnaissent pas, et prétend remettre en question les travaux des spécialistes de la discipline historique qu'il accuse de se faire les complices d'une « mémoire rouge ». Il dénonce leur prétendue incompétence ainsi que celle des universitaires qui se seraient délibérément rangés du côté des vaincus et se rendraient coupables de calomnie à l'égard des vainqueurs. À sa suite, on a vu refaire surface les thèses du franquisme qu'on croyait à tort en déroute dans la plupart des esprits. En effet, lorsque les héritiers des vaincus qui se sentaient à juste titre humainement et historiquement floués par le peu de considération qui leur avait été témoignée lors de la Transition l'ont accusée de trahison, ils ont ouvert une brèche dans laquelle s'est exprimée une critique qui portait sur la lâcheté politique, l'indifférence humaine et le cynisme dont se serait rendu coupable le processus transitionnel. Les ennemis traditionnels de la démocratie et de la recherche du consensus qui lui est inhérente y ont immédiatement vu l'occasion à saisir de reconquérir une audience. Pío Moa qui s'exprime largement dans les médias et en particulier dans des articles qu'il publie dans *La Razón* et qui circulent aussi par la voie de *libertaddigital.com*, déclarait dès 2001 que le général Franco avait été bien plus respectueux de la légalité républicaine que les Républicains. De ses conclusions, on voit se dégager principalement trois thèses : d'abord, la responsabilité de la guerre civile reviendrait à la gauche qui aurait toujours voulu monopoliser le système politique à quelque prix que ce soit. Il en donne pour meilleure preuve l'exemple de la révolution de 1934, véritable point de départ de la guerre, pour lui. La droite catholique et républicaine avec Gil Robles et Lerrox aurait été le dernier rempart de la paix. Ensuite, le soulèvement de 1936 n'aurait pas été une atteinte portée à la démocratie mais une légitime réaction face à un mouvement révolutionnaire qui détruisait toute trace de la légalité démocratique ; donc, il en conclut que l'action des insurgés s'est avérée, dans l'ensemble, positive pour l'avenir historique de l'Espagne en empêchant l'avènement d'un régime totalitaire communiste. Enfin, le résultat du conflit, le régime franquiste, aurait supposé une véritable originalité historique, puisqu'il aurait créé une société nouvelle sur la base d'un développement économique dynamique qui aurait jeté les bases matérielles nécessaires à la construction de la démocratie qui s'instaure après la mort du dictateur.

Le matraquage de ces idées n'est pas bien sûr sans effet sur les multiples représentations de la guerre civile et du franquisme qui ont cours dans l'Espagne actuelle. Tout d'abord, les militants de la mémoire qui ont réinstallé dans l'espace public le récit de la cruauté des faits et de la souffrance que les historiens avaient laissé de côté, durcissent leurs positions. Ensuite, une autre vague mémorielle emporte l'Espagne vers

une nouvelle réécriture de son passé impliquant des protagonistes jusqu'alors anonymes, avec une nouvelle génération d'auteurs de moins en moins formés à la rigueur de l'écriture, à celle de la discipline historique, de moins en moins aguerris à l'action politique, moins liés aussi que leurs prédécesseurs aux deux familles politiques qui se sont jusqu'alors affrontées. En outre, on voit régulièrement se croiser, dans les rubriques d'opinion des grands quotidiens et des revues d'actualité ainsi que sur de nombreux sites Internet, les points de vue de personnalités, de journalistes, d'historiens et de lecteurs. Le détachement grandissant des jeunes générations y est perceptible. Leur fragilité idéologique grandissante aussi qui leur fait souvent épouser sans considération des lieux communs entretenus dans les milieux réactionnaires. La naïveté politique et sociale ainsi que le manque de préparation intellectuelle se dégagent de certaines de ces réactions de lecteurs interroge. Dans cette polémique, on les sent tout particulièrement à même d'accueillir les thèses négationnistes, ce qui n'échappe pas à la presse de droite comme le montrent, entre autres, des articles du quotidien *ABC* dans lequel de jeunes espagnols livrent leur point de vue : la guerre civile appartient à la génération des grands-parents qui n'ont jamais voulu raconter leurs batailles afin de protéger leur descendance de l'héritage de la haine ; cette guerre appartient à l'Histoire, il n'y a pas donc lieu d'en débattre¹⁰ ; ce qu'il y a de gênant ce n'est ni le silence ni l'oubli car ils n'ont pas eu lieu ; ce qu'il y a de préoccupant, c'est la répétition des erreurs, perdre de vue que le bourreau n'était pas dans un seul camp et qu'il habitait aussi le camp républicain¹¹.

Les historiens pourraient à juste titre nourrir quelque amertume à la lecture de ces articles parus à la fin de l'année 2006, déclarée officiellement *l'Année de la mémoire*. D'autant plus que, si l'on ne prend que l'exemple du décompte des victimes et de la force de la répression dans les deux camps qu'ils sont loin « d'avoir perdu de vue », des ouvrages parus en 2004 tels que *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*¹² ou *Victimas de la guerra civil*¹³, respectivement dirigés par Julian Casanova et Santos Julia ont apporté une réponse encore partielle, certes, mais éclairante et humainement et intellectuellement apaisante à la question de la répression par des évaluations précises¹⁴. Dans le prolongement

10. ORDOVAS Julio José, «La guerra de nuestros abuelos», *ABC*, 7 diciembre 2006.

11. GARCIA DE CORTAZAR Fernando, «Variaciones sobre el silencio», *ABC*, 25 noviembre 2006.

12. CASANOVA Julián, ESPINOSA Francisco, MIR Conxita *et al.*, *Morir, matar, sobrevivir*, Barcelona, Critica, 2002.

13. JULIÁ Santos (coord.), *Victimas de la guerra civil*, *op. cit.*

14. *Ibid.*, p. 407. Il résulte de l'ensemble de ces travaux que les données fournies par l'historiographie franquiste sont presque toujours revues à la hausse en ce qui concerne la répression conduite par les artisans du coup d'État du 18 juillet 1936 et à la baisse dans le cas de la répression exercée par le camp républicain. En effet, en 1938, le général Franco avait déclaré que «la horde marxiste avait assassiné 470 000 Espagnols», puis, en 1939, le régime avait fait effectuer par ses services un décompte par province qui avait abouti à un bilan de 70 000 victimes. On sait désormais que la terreur exercée par le camp républicain s'est soldée par 50 000 disparus. De son côté la répression franquiste qui

du processus de désacralisation des mythes politiques ouvert par l'historiographie dès les années 1960¹⁵ et qui n'a jamais interrompu sa progression, les résultats de la recherche historique ont mis fin au mythe d'une aussi grande férocité exprimée par les deux camps. Cette représentation tendait à faire oublier que si les mêmes pratiques de terreur ont bien eu cours de part et d'autre pendant la guerre, la répression sauvage des premiers temps qui ont suivi l'armistice, l'institutionnalisation de la répression et l'épuration acharnée par la suite ont été l'œuvre d'un appareil d'État en accord avec d'amples secteurs de la société et non l'initiative d'éléments incontrôlés. L'on ne peut en effet en aucun cas assimiler les exactions commises dans les deux camps lorsqu'on envisage la question de leurs modalités d'expression et l'ampleur de leurs conséquences.

On voit dans cet affrontement se dessiner une sorte de conflit entre l'Histoire et la mémoire. Tout le monde s'accorde à dire que la récupération de la mémoire est un devoir. Il est aussi désormais largement admis que la politique du franquisme a construit une mémoire historique manipulée, interdisant l'expression d'une mémoire aux références démocratiques. Pourtant la mémoire publique reste plurielle et la mémoire des vainqueurs occupe encore une place prédominante car dès que la question des responsabilités de la guerre, de la répression et de la corruption dont se sont rendus coupables les artisans du coup d'État et leurs alliés politiques revient dans le débat, immédiatement ressurgit le « syndrome néo-franquiste » qui consiste à faire porter la responsabilité de la guerre sur les faiblesses et les erreurs de la République. Dans un article paru le 30 décembre 2005 dans le quotidien *El País*, l'historien Santos Julia analyse les raisons du succès tout à la fois des thèses révisionnistes et du mouvement associatif pour la récupération de la mémoire historique tandis que les historiens rencontrent des difficultés à faire admettre unilatéralement la vérité qu'en corrélation pourtant avec les militants de ces mêmes associations, ils font resurgir des archives et de l'ouverture des fosses. Pour lui, l'historien aurait été, en quelque sorte, interpellé par le mouvement de récupération de la mémoire car ce qui s'est passé a été si atroce, si cruel et en même temps si plein d'héroïsme que le modèle de l'historien qui tente de comprendre les faits sans émettre de jugement moral a été contesté par tous, y compris par ceux qui ont cultivé le travail de mémoire.

Alors que ces dernières années, l'heure a sonné, on le voit, d'une réaction néo-franquiste, les historiens s'interrogent sur la notion d'histoire

avait été estimée, avant l'avènement de la démocratie, à 57 000 fusillés, s'est avérée beaucoup plus importante en nombre. En effet, lorsqu'il fait l'état de la question, Santos Juliá avance, sur la base de 90 194 exécutions incontestables, la projection d'un minimum de 50 000 victimes supplémentaires étant donné que le décompte n'était terminé que pour un peu plus de la moitié du territoire espagnol au moment de la publication de cet ouvrage. Le nombre de personnes emportées par la justice sommaire des insurgés dès 1936, puis sous le franquisme, jusqu'en 1950, semble pouvoir être situé à l'échelle de 140 000 personnes, 100 000 pendant la guerre et 40 000 dans les années qui suivirent.

15. BRENAN Gerald, VILAR Pierre, HUGH Thomas.

commune qui pourrait constituer une réponse à la demande de prise en compte de toutes les composantes de la mémoire, d'une histoire qui serait capable d'aller au-delà des clivages politiques et culturels qui construisent la nation espagnole dans sa relation à son passé politique récent. Mais comment l'Histoire pourrait-elle contribuer à la construction d'un passé sur commande, renoncer à l'exposé et à l'analyse de faits que de toutes parts l'on pourrait être tenté de cacher ou d'oublier afin de façonner le présent selon les convictions de chacun? Comment rendre justice à la mémoire des vaincus cependant et sans diviser plus encore les Espagnols? Dans ce débat qui n'est pas près de s'éteindre, la discipline historique, elle en est consciente, reste gardienne de privilèges qui ne sauraient lui être contestés: étendre la mémoire collective au-delà de tout souvenir affectif, la questionner, la commenter, voire la démentir lorsque dans des situations déterminées, elle se replie dans des auto-représentations imaginaires commodes, sourde aux souffrances et au dialogue. En Espagne, actuellement, l'Histoire appelle à l'apaisement. L'heure, souligne Julian Casanova, n'est plus à la justice punitive mais à la justice corrective, à la réparation des victimes du franquisme par leur reconnaissance politique et juridique¹⁶.

2006. La loi sur la récupération de la mémoire et ses lendemains

C'est avec une lenteur incontestable que le monde politique a répondu à la fièvre mémorielle de l'Espagne. Le *Partido Popular* de José María Aznar s'est construit sur les cendres du franquisme. Le rappel de cet héritage est éclairant quant à ses réticences opposées au projet de s'acquitter, ne serait-ce que par l'accomplissement d'un devoir de mémoire symbolique, de la dette contractée par le franquisme à l'égard des vaincus. On retiendra toutefois deux événements marquants survenus sous le mandat de José María Aznar et qui marquent une avancée historique dans le processus de reconnaissance de la mémoire. Même si ces votes sont alors restés sans effet, en novembre 2002, pour la première fois, les députés espagnols ont condamné successivement le coup d'État du 18 juillet 1936 et le régime franquiste. Le véritable changement arrive avec l'élection du socialiste José Luis Zapatero, en mars 2004. Le rôle joué par les Républicains dans la libération de Paris est reconnu et célébré. L'année suivante, lors du soixantième anniversaire de la libération des camps de concentration de la seconde guerre mondiale, l'Espagne est présente aux côtés des anciennes puissances alliées. Dans le même temps, les Cortès accordent aux soldats de la Seconde République et aux victimes de la dictature un statut légal de combattants de la démocratie. Ces décisions s'accompagnent de grands travaux d'exhumation de fosses communes qui, au-delà de l'hommage rendu aux victimes, doivent être interprétés

16. CASANOVA Julián, «¿Adiós al franquismo?», article cité.

comme la reconnaissance officielle de leur existence. En novembre 2006, les dépouilles mortelles de cent fusillés sont découvertes à Malaga dans l'ancien cimetière de San Rafael¹⁷.

Afin d'inscrire le processus de récupération de la mémoire historique dans un cadre définitivement officiel indiscutable, le gouvernement de Luis Zapatero soumet à l'approbation, le 27 avril 2006, une proposition de loi qui déclare l'année 2006, *Année de la Mémoire Historique*¹⁸. La *ley de la Memoria Histórica* ou *Ley de extensión de derechos a los afectados por la Guerra civil y la dictadura*, trouve son origine dans un projet très controversé décrété le 10 septembre 2004, confié à un comité interministériel chargé d'étudier la situation des victimes de la guerre civile et, à terme, d'aboutir à leur réhabilitation morale et juridique. Cette loi ne remet pas en question la loi d'amnistie concernant tous les crimes commis pendant la guerre et l'après-guerre, mais permet aux survivants Républicains et à leurs héritiers de demander que justice leur soit rendue, ce qui leur donne des droits sur le plan matériel tels que la possibilité de faire calculer des pensions de retraite ou de veuvage. Dans la même perspective, le projet de loi demande aux administrations des communautés autonomes d'aider les familles qui feraient la demande de l'exhumation d'un corps, mesure qui concerne également les descendants des victimes du camp républicain estimées à 50 000. Mais celles du franquisme attendent toujours d'être rétablies dans leur honneur et leur dignité. En effet, le gouvernement a refusé la demande d'annulation des jugements sommaires prononcés par les tribunaux militaires. À la place, la loi instaure un mécanisme de réhabilitation individuelle et il revient à l'initiative de chaque famille d'en faire la demande. Par ailleurs, la demande de la suppression des symboles politiques de la période franquiste n'est que partiellement comblée. La loi fait bien obligation de faire disparaître les symboles qui ne concernent pas l'ensemble de la population espagnole mais cette indication ne s'applique qu'aux plaques commémoratives, aux blasons et aux armes placés sur les monuments et les bâtiments publics et à condition que des considérations culturelles n'encouragent à leur conservation. La loi recommande qu'il soit procédé de la même façon dans le cas des bâtiments propriété des instances administratives locales qui sont seules juges du bien fondé de la conservation ou de l'élimination d'un symbole. Par contre les noms de rues portant le patronyme d'une personnalité ou faisant référence à des événements datant de l'époque franquiste doivent disparaître. Le *Valle de los Caídos*, où sont enterrés le Caudillo et l'icône

17. Environ cinq cents cadavres ont été exhumés ces dernières années. Les associations de citoyens estiment à 30 000 le nombre de corps encore ensevelis dans des charniers ou des fosses sauvages. L'Institut andalou de géophysique de Grenade a localisé la zone du cimetière de San Rafael ainsi que cinq autres qui représentent près de trois mille fusillés. Les fouilles, les exhumations et l'identification des corps dont le coût est estimé à 240 000 euros sont financées par les associations citoyennes et les autorités publiques.

18. Ce projet de loi a été approuvé par l'ensemble des formations politiques à l'exception du *Partido Popular*.

de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, devient « un lieu de culte permanent » consacré à la mémoire de l'ensemble des Espagnols. À ce titre, interdiction est faite d'y organiser des cérémonies à caractère politique susceptibles d'exalter la mémoire des vainqueurs, en particulier le 20 novembre, date anniversaire de la mort du dictateur.

Et voilà que les polémiques renaissent et qu'à nouveau s'enflamme le débat. Les membres du *Partido Popular* s'insurgent au motif que cette loi les inscrit dans le prolongement du franquisme et des opposants de la démocratie. Puisque le gouvernement ne veut pas prononcer l'annulation rétroactive des verdicts des tribunaux militaires, de leur côté les partis de gauche et les associations de citoyens déçus crient à la trahison. L'image du *PSOE*, accusé d'esprit partisan par les uns et de lâcheté par les autres, en sort ternie. Ces jugements sont pour beaucoup reflétés par la teneur des débats du Congrès organisé à Madrid en novembre 2006 où la fine fleur des historiens, espagnols et étrangers spécialistes de l'Histoire contemporaine de l'Espagne, procède au réexamen de la guerre et de ses lendemains. Le 19 avril 2007, cependant, le *PSOE* et *IU*, les deux principaux partis de la gauche espagnole, parviennent à un accord. Ce n'est pas l'annulation des procès qui sera prononcée mais on déclarera « l'illégitimité » des tribunaux de la dictature et de leurs jugements sommaires. Mais *l'ERC*, les Républicains catalans indépendantistes, soulève que cette décision ne met pas fin à l'immunité des responsables. José Luis Zapatero qui craint d'exposer le pays à des demandes de réparation financière, refuse en effet d'aller au-delà d'une reconnaissance morale des injustices prononcées par les tribunaux militaires. Une autre question surgit : faut-il satisfaire les vaincus dans toutes leurs revendications ou continuer à respecter les principes de sécurité juridique, de prescription et de non-rétroactivité définis dans le texte de la Constitution de 1978 au risque de saper les fondements de la réconciliation ?

À l'image de sa classe politique, la société espagnole est tiraillée. Le désir d'oublier est fort, mais l'Espagne n'y parvient pas. Dans un entretien qu'il accordait à la revue française, *Le Nouvel Observateur*, l'écrivain et penseur Javier Marías, chroniqueur au *País Semanal*, commentait que les Espagnols, à l'inverse des Allemands ou des Italiens qui ont aussi connu des périodes de dictature, n'avaient pas nourri de sentiment de honte nationale à la disparition du franquisme. Au silence qui s'était imposé dans la période transitionnelle et qui avait contenu l'exaltation des sentiments, il faut ajouter qu'à la mort de Franco, la majorité des franquistes avaient tout simplement cessé d'adhérer à la dictature. Quant aux membres de l'ancienne élite qui faisaient partie du nouveau gouvernement, s'ils en ressentaient, ils avaient préféré taire leur honte et/ou leurs regrets¹⁹.

19. ARMANET Gilles et ANQUETIL François, « Le déni de Franco. Entretien avec Javier Marías », *Le Nouvel Observateur*, 19 au 25 janvier 2006.

Les difficultés que rencontre l'Espagne lorsqu'elle affronte la question de sa mémoire collective, tiennent aussi au fait que les jeunes générations ne reçoivent pas toujours un enseignement réellement détaillé sur la période de la guerre civile et de la dictature, faiblesse du système éducatif qui les rend perméables aux thèses les plus diverses. Malgré ce, la vague mémorielle reste toujours très forte et le débat ne se construit pas que de désaccords. Désormais des événements commémoratifs se multiplient, annonçant une autre façon de parler de la guerre civile où domine le désir d'envoyer un message de paix. C'est la petite ville de Guernica qui a donné le ton, le 27 avril 2007 en lançant au monde un message de paix à l'occasion de la commémoration du bombardement par les avions de la Légion Condor nazie qui avait fait plusieurs centaines de morts parmi ses civils. À l'occasion de cette cérémonie, le chef du gouvernement autonome basque, Juan José Ibarretxe, a lu une déclaration «Guernica pour la paix dans le monde» en présence de survivants et de représentants d'autres villes martyres de la seconde guerre mondiale (Hiroshima, Varsovie, Auschwitz). Le message était simple : respect des différences et recherche de la paix par le dialogue et la diplomatie. Un autre exemple s'impose aussi pour illustrer les avancées des partisans d'une reconstruction pacifiée de la mémoire historique, il s'agit de l'approbation d'un décret en faveur de la création d'un Centre de documentation de la Mémoire historique à Salamanque, le 1^{er} juin 2007. Le décret précise que ce centre a pour finalité de récupérer et d'organiser tous les fonds documentaires sous toutes formes de supports pour la période comprise entre 1936 et 1978. Ces mesures d'apaisement peuvent-elles suffire à calmer les tensions et à faire que l'Espagne, un pays résolument démocratique et moderne même s'il ne s'est attaqué que tardivement au réexamen de son passé dictatorial, parvienne à reconquérir les zones d'ombre de son Histoire? Le débat reste ouvert.

Bibliographie

- ABDON Mateos, *Historia y memoria democrática*, Madrid, Eneida, 2007.
- CASANOVA Julián (ed.), ESPINOSA Francisco, MIR Contxita, MORENO Francisco, *Morir; matar; sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelona, Biblioteca de Bolsillo, Crítica, 2004.
- ESPINOSA MAESTRE Francisco, *El fenómeno revisionista o los fantasmas de la derecha española*, Los Libros del Oeste, Ensayo, Badajoz, 2005.
- JULIÁ Santos (coord.), CASANOVA Julián, SOLE I SABATE Josep Maria, VILLARROYA Joan, MORENO Francisco, *Victimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, Historia selección, 2004.
- JULIA Santos, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, Historia, 2004.
- JULIA Santos (ed.), *Memoria de la guerra y del franquismo*, Madrid, Taurus, Historia, 2006.

- MORADIELLOS Enrique, *La España de Franco. (1939-1975)*, Madrid, Editorial Síntesis, 2003.
- , *1936. Los mitos de la Guerra Civil*, Barcelona, Península, Atalaya, 2004.
- SARTORIUS Nicolás, ALFAYA Javier, *La memoria insumisa. Sobre la dictadura de Franco*, Madrid, Espasa, Hoy, 1999.
- SARTORIUS Nicolás, SABIO Alberto, *El final de la dictadura. La conquista de la democracia en España. Noviembre de 1975-Junio de 1977*, Madrid, Temas de Hoy, Historia, 2007.
- SILVA Emilio, MACIAS Santiago, *Las fosas de Franco, los republicanos que el dictador dejó en las cunetas*, Madrid, Temas de Hoy, «Historia viva», 2003.
- TUSELL Javier, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005.